

—
Le Ministre
—

28 MAI 2015

Monsieur le Président,

Votre courrier du 21 avril a retenu toute mon attention.

Le conflit israélo-palestinien mobilise pleinement notre diplomatie. Cet engagement est d'autant plus fort que nous sommes convaincus qu'il est directement dans l'intérêt d'Israël, de son avenir et de sa prospérité. Seul un accord de paix global et définitif établissant un Etat de Palestine viable et souverain assurera aux Israéliens la sécurité à laquelle ils aspirent.

La France met tout en œuvre pour aider les deux parties à reprendre rapidement le chemin des négociations. Elle continuera d'œuvrer en faveur d'une mobilisation accrue des partenaires internationaux pour accompagner ce processus et de promouvoir des solutions équilibrées pour favoriser une issue au conflit. C'est le sens de notre action au Conseil de sécurité des Nations Unies, qui vise à dégager un consensus sur les paramètres de la paix.

S'agissant de l'UNESCO, nous défendons la compétence technique et impartiale de cette instance et son rôle de protection et de sauvegarde du patrimoine mondial. Celui-ci s'applique notamment à Jérusalem. La France est particulièrement sensible à cet égard à la préservation du statu quo dans la vieille ville, en particulier sur les Lieux Saints, toute modification des équilibres existants étant porteuse de risques de déstabilisation importants. La France veille à ce que les débats au sein de l'UNESCO et les positions qu'elle adopte ne soient pas instrumentalisés à des fins politiques.

S'agissant de Salah Hamouri, comme tout citoyen français, il a droit à la protection et à l'attention du gouvernement de la République française. Il a été reçu par mes services à sa demande afin d'évoquer sa situation personnelle et les récentes restrictions à sa liberté de mouvement.

La France est déterminée à continuer d'approfondir la relation bilatérale avec Israël et à poursuivre avec le gouvernement qui vient d'être formé le dialogue et la coopération sur l'ensemble des sujets d'intérêt commun. Ce fut l'esprit de la visite d'Etat du Président de la République en Israël en novembre 2013 et c'est celui qui régit nos relations avec les nouvelles autorités israéliennes.

.../...

Monsieur Roger CUKIERMAN
Président
Conseil représentatif des institutions juives de France
Espace Rachi
39, rue Broca
75005 PARIS

Au-delà du dialogue stratégique fructueux qui vient de se tenir entre nos deux ministères des Affaires étrangères, nous souhaitons conclure dans les prochains mois de nouveaux partenariats dans des domaines d'avenir pour nos deux pays, notamment les transports, l'innovation et la culture.

Dans un contexte marqué par l'accroissement des violences au Proche-Orient et la recrudescence de l'antisémitisme dans le monde, soyez assuré, Monsieur le Président, que la France reste fidèle à l'amitié profonde qui la lie à l'Etat d'Israël et à son peuple, et constante dans sa volonté de défendre sans relâche son droit à la paix et à la sécurité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Bien à vous

Laurent FABIUS